

Trump attendu en star par la « nouvelle Europe »

UE La Pologne plastronne, réunissant chez elle 12 Etats membres et le président US

- ▶ Le sommet des « Trois Mers » réunira douze membres orientaux de l'UE.
- ▶ L'initiative fait planer les craintes de nouvelles divisions intra-européennes.

C'est une semaine géostratégique peu banale, concentrée en quatre jours, qui va se dérouler en Europe de mercredi à samedi. Elle s'achèvera le week-end prochain par le sommet du G20 à Hambourg. Un événement prévu depuis longtemps, à la différence des deux autres qui le précéderont jeudi. À Bruxelles se tiendra un sommet UE-Japon annoncé mardi soir seulement et organisé à la hâte.

Et le même jour à Varsovie aura lieu un événement diplomatique que personne de ce côté-ci de l'Europe n'avait vu venir, et qui pourrait être autrement plus médiatique : un sommet de douze États membres d'Europe centrale et orientale, tous membres de l'UE, dont la « guest star » ne sera autre que Donald Trump. Le sommet « des Trois Mers » est à l'origine une initiative des présidents polonais et croate. L'idée : rassembler tous les États membres de l'Est afin de renforcer leur coopération, principalement dans les domaines économique et énergétique. Mais, sans que cela n'ait été dit publiquement par la principale intéressée ni par les pays invités pas toujours très enthousiastes, l'initiative est perçue dans la région comme une tentative polonaise de fédérer, bien entendu sous son leadership, tout l'Est européen comme contrepoids à la puissance franco-allemande.

Mais un sacré coup de chance a aidé les Polonais dans leur opération. Lorsqu'il y a trois semaines, il a été rendu public que Donald Trump avait renoncé à se rendre en visite officielle au Royaume-Uni par crainte de grandes manifestations contre sa venue, les dirigeants polonais se sont empressés de faire savoir que le président américain était le bienvenu en Pologne, où il n'aurait à craindre aucune

manifestation d'opposants ! C'est ainsi que, de l'aveu même de diplomates américains, le président a accepté de faire le crochet par Varsovie avant d'aller à Hambourg. Question aussi d'atténuer le mauvais souvenir qu'il a laissé de sa première venue en Europe au mois de mai. La visite de Trump a dès lors rendu la participation au sommet quasiment immanquable pour les dirigeants de la région : « *La présence du président des États-Unis, qui reste le*

grand garant de la protection militaire de la région, justifie à elle seule qu'ils y aillent », commente un diplomate occidental.

La visite de Trump a rendu la participation au sommet quasiment immanquable pour les dirigeants de la région

Emplis de reconnaissance, les dirigeants polonais ne cachent pas leur satisfaction d'avoir réussi ce bon coup : le ministre de la Défense Antoni Macierewicz étant allé jusqu'à affirmer que la venue de M. Trump en Pologne sera l'un des événements les plus importants de la Pologne contemporaine... Question : ce sommet sera-t-il un nouveau signe de la division Est-Ouest de l'Europe ? Au près des institutions européennes, on faisait mine de n'en rien penser, encore moins de s'en inquiéter.

Une porte-parole de la Commission européenne pointait lundi comme preuve d'unité que « *les dirigeants de cette partie d'Europe ont participé nombreux à la cérémonie d'hommage à Helmut Kohl à Strasbourg samedi dernier* ». Mais une autre source européenne encore, ne prétendant donner que son avis personnel, mettait en garde : « *Il y a une certaine appréhension. Tout dépendra de Donald Trump et de ses propos : voudra-t-il profiter de l'occasion pour enflammer les divisions ? Avec cet homme si imprévisible, tout est possible.* »

Il y a encore un autre volet, au moins

aussi important que la portée politique de la visite, et encore plus stratégique : les intérêts énergétiques. Donald Trump va ardemment promouvoir les ventes de gaz liquide américain aux pays de la région, comme moyen de réduire leur dépendance à l'égard du gaz russe. Grâce au gaz de schiste, les États-Unis vont devenir d'ici 2020 le troisième exportateur mondial de GNL.

Ils ont récemment commencé à le vendre à la Pologne, et d'autres sont intéressés.

« *Ces exportations constituent la plus grande menace américaine envers la Russie* », expliquait à l'agence Reuters Michal Baranowski, le directeur du German Marshall Fund à Varsovie. Les revenus pétroliers et gaziers constituent en effet le fer de lance, et l'unique source de financement de la puissance retrouvée de la Russie.

Plusieurs pays, surtout nordiques, de ce nouveau pôle des « Trois Mers », voient d'ailleurs d'un très mauvais œil le projet d'un deuxième gazoduc Nordstream qui traversera la Baltique pour fournir le gaz russe directement à l'Allemagne, et éventuellement d'autres pays d'Europe qui se rendront d'autant plus dépendants de la Russie. Un projet juteux favorisé bien sûr par Berlin. Or le Sénat américain planche actuellement sur un projet de loi qui frapperait de sanctions les entreprises – notamment allemandes – impliquées dans Nordstream 2... Il y a donc d'autres raisons, moins symboliques que vénales, pour que l'initiative des Trois Mers embrassée par Donald Trump ne plaise pas à tout le monde dans la vieille Europe. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

MIGRATION

Un plan pour aider l'Italie

La Commission européenne a arrêté mardi un « plan d'action » pour soutenir l'Italie aux prises avec un pic de crise migratoire en Méditerranée. Ce plan sera discuté jeudi prochain par les 28 ministres de l'Intérieur ou de la Migration, lesquels se réuniront pour un conseil dit informel à Tallinn, dans la capitale estonienne. Pour rappel, Rome a menacé la semaine dernière de fermer ses ports aux bateaux des ONG amenant des migrants sauvés en mer pour les débarquer en Italie. La question de l'activité des ONG - en réalité un faux enjeu - est à peine mentionnée dans ce plan.

Du vieux. La Commission y liste le « renforcement », « l'accélération », ou la mise en œuvre pour de bon de nombreuses mesures déjà déci-

dées, parfois depuis deux ans, par les 28. Comme la tenue par les 28 de leur promesse de contribuer 1,8 milliard d'euros à un Fonds pour l'Afrique, alors qu'ils n'y ont versé à ce jour que 89 millions. Ou de conclure les accords de réadmission avec les pays d'origine ou de transit qui ont laissé passer des migrants dont il est patent qu'ils ne seront pas éligibles à l'asile...

Du neuf. Mais la Commission met sur la table de nouvelles idées. Comme celle d'aider la Libye - avec 46 millions d'euros - à déclarer une zone de sauvetage en mer et à mettre en place un centre de coordination de sauvetages pour cette zone, comme le prévoient les accords internationaux. L'exécutif européen propose aussi de lancer un programme de réinstallation de demandeurs d'asile à partir de la Libye. Les États européens, même

ceux qui n'aiment pas les relocalisations obligatoires de demandeurs déjà présents sur le sol européen, participent plus volontiers à ces programmes volontaires coordonnés par l'ONU. La Commission met sur la table 377 millions d'euros, censés financer à raison de 10.000 euros par réfugié leur accueil. Ce qui permettrait d'en réinstaller 37.700, qui n'auraient pas à prendre la mer... La Commission demande aussi à la Libye de modifier son régime de visas pour les ressortissants du Bangladesh : ceux-ci rejoignent la Turquie, d'où ils prennent l'avion pour aller en Libye où ils sont dispensés de visas préalables. Une fois arrivés, ils prennent la mer pour l'Italie. Ils y ont représenté en 2017 le second groupe national de migrants sans grande chance d'obtenir l'asile...

J.KZ



diagonale Au Parlement européen, l'affluence des grands jours, c'est pas le mardi...

STRASBOURG
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ridicule. *Ridiculous.* S'il résiste souvent à l'usage de la langue de Shakespeare, le Brexit l'ayant piqué au vif, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, n'a pas hésité à s'auto-traduire pour exprimer le fond de sa pensée devant un hémicycle quasi vide au Parlement européen, mardi.

« Le Parlement européen est ridicule, très ridicule. Je salue ceux qui se sont donné la

peine d'être dans la salle », a-t-il lancé lors du débat-bilan de la présidence maltaise de l'UE, qui avait, selon ses calculs, attiré seulement une trentaine de curieux sur 751 élus. Cela « démontre à suffisance que le PE n'est pas sérieux et je voulais le dire aujourd'hui », a-t-il ajouté sous les applaudissements amusés du chef des écologistes, le Belge Philippe Lamberts.

« Vous pouvez critiquer le Parlement, mais ce n'est pas la Commission qui doit contrô-

ler le Parlement », a, à l'inverse, fustigé le président de l'Assemblée, l'Italien Antonio Tajani, pourtant son allié politique.

« Il y a peu de députés en plénière pour contrôler la Commission, vous êtes totalement ridicules », a surenchéri Juncker en anglais, avant que Tajani lui coupe la parole. Ce qu'il a fait en haussant le ton : « Je vous en prie, utilisez un langage différent, nous ne sommes pas ridicules. »

L'échange s'est vite inscrit dans l'His-

toire des meilleures vues de vidéos de plénière, avec près de 120.000 clics en un jour. Probablement ceux d'une partie des députés, parmi lesquels on assure suivre aussi les débats en streaming depuis le bureau. « *Et moi, j'étais en réunion avec un des commissaires de Juncker. Il n'a qu'à dire à ses commissaires de ne pas nous mettre des rendez-vous pendant les débats* », a tancé Isabelle Thomas, de la délégation socialiste française.

Le mardi matin, c'est aussi le moment des réunions de commissions parlementaires. Mais au Parlement, on reconnaît que même sans cela, l'hémicycle connaît son plus grand pic d'affluence à l'heure des votes, où la présence est prise. « *On parle beaucoup en ce moment des emplois fictifs au sein des assistants parlementaires mais, parfois, l'emploi fictif, c'est le député* », glisse un ancien de la maison. Quoi qu'il en soit, la bombe a finale-

ment été désamorcée alors que la famille politique de Juncker faisait planer la menace intenable... d'une réaction publique à ce coup de sang. Juncker a présenté ses excuses. L'incident est clos, dit-on au Parlement. Où l'on ajoute d'ailleurs que Tajani a été le premier à se pencher sur l'absentéisme des députés. Conclusions présentées devant ceux qui seront là pour les entendre dans les prochaines semaines. ■

ELODIE LAMER